

Attentats, laïcité, désinformation... La mobilisation immobile de l'Éducation nationale

Publié le 10-09-2016 à 17h36 - Modifié le 11-09-2016 à 15h17

Temps de lecture : 5 minutes

Par [Jean-Pierre Gross](#)

Enseignant

LE PLUS. Alors que la menace terroriste ne faiblit pas, la question du rôle de l'école pour contrebalancer le discours de propagande qui sévit sur les réseaux sociaux se pose toujours avec la même acuité. Malgré l'urgence, depuis janvier 2015, l'école de la république n'a pas réagi, déplore pourtant Jean-Pierre Gross, professeur d'anglais dans un lycée de Courbevoie.

Depuis les attentats contre "Charlie Hebdo" et l'hyper casher, les pouvoirs publics se sont mobilisés. Depuis Nice, ils se sont encore plus mobilisés.

Pour sa part, l'Éducation nationale du haut en bas a pris conscience au fil des atrocités qu'une véritable entreprise de déconditionnement d'une bonne partie des élèves était nécessaire pour éviter de nouvelles catastrophes. Depuis Charlie, tous les élèves de France peuvent dialoguer sur les thèmes les plus brûlants et l'institution est désormais capable d'apporter les vraies réponses qu'ils attendent tous pour cesser d'écouter le joueur de flûte qui souhaite les attirer sur les chemins exaltants du djihad.

En classe, les enseignants sont aujourd'hui formés pour répondre à la gigantesque entreprise de désinformation des fanatiques.

Le "mammouth" a la peau dure

Tout va pour le mieux dans le meilleur des mondes, l'école a su trouver les solutions ? Méga LOL, c'était une blague. En fait, il ne se passe rien. Je le constate dans les discussions avec mes collègues :

- "Au fait qu'est-ce qui a changé depuis Charlie ?

- Ben, rien. Comme d'habitude."

Rien ? Ah si, des sites de ressources ont été mis en ligne. Sont-ils consultés ? Personne ne peut le dire, mais on peut penser que leur fréquentation en est très modérée. Dispose-t-on d'outils pour évaluer ces outils ? Ne rêvons pas.

Vraiment rien, alors ? Ah si, une réserve citoyenne a été mise en place : des retraités volontaires se sont inscrits pour venir parler aux jeunes ; une vraie bonne idée avec des gens motivés et enthousiastes, malheureusement les résultats semblent plutôt décevants. On a vu récemment des reportages télévisés montrant la plupart d'entre eux inactifs, guettant leur téléphone, désespérés du faible nombre de contacts...

Dans les établissements scolaires, la force d'inertie l'a emporté. Le "mammoth" a la peau dure.

On investit surtout dans le sécuritaire

Si quelqu'un a remarqué un quelconque changement, qu'il lève le doigt et qu'il me tienne au courant. Personnellement, je n'ai rien vu.

Ah si, j'oubliais. On fait de plus en plus dans la psychose du prochain attentat : on limite les sorties en groupe, les voyages, et surtout, on fait semblant de contrôler les entrées, histoire de faire croire aux parents, pas dupes d'ailleurs, que les établissements vont devenir des bunkers inexpugnables et qu'aucun terroriste ne disposant de sa carte de lycéen ne pourra venir y semer la terreur.

Bref, on s'investit dans le sécuritaire, mais pour désamorcer les futures petites bombes sur pattes ou simplement pour accomplir notre mission de formateur et au moins aider nos élèves à développer un regard critique sur l'information et sur la désinformation dont beaucoup se nourrissent, on ne peut compter ponctuellement que sur des bonnes volontés isolées, des collègues ici ou là qui, confrontés à la marée montante des incompréhensions et des manipulations, prennent des initiatives et osent parler à leurs classes de sujets d'actualité brûlants.

Beaucoup de jeunes n'ont pas appris à s'informer

Il ne faut pas se cacher la vérité : des dizaines, des centaines de milliers de jeunes n'ont pas appris à s'informer. Ils sont de plus en plus rares à regarder les infos de papa, le journal de 20h. Lire un quotidien ou un magazine d'information est devenu une marque sociale réservée aux classes moyennes supérieures. D'une manière générale, ils sont nombreux à ne pas posséder des codes simples de lecture de l'image et de transmission de l'information.

Dès que le discours se libère, les pires préjugés sortent de leurs bouches, les théories du complot s'empilent, nourries par les vidéos de propagande trouvées sur internet, prescrites et légitimées par le cercle des copains. Les légendes urbaines qui faisaient frissonner les ados ont laissé place à une propagande bien construite, bien assimilée et bien plus inquiétante.

La révolution d'internet et des réseaux sociaux a transformé chacun en journaliste pour le meilleur et pour le pire. Elle a contribué à décrédibiliser les grands médias d'information. Pour de nombreux jeunes, ces grands médias mentent, l'institution ment et les profs ne valent pas mieux. La vérité est ailleurs.

L'éducation civique, une matière négligée

Dans son dernier livre ["Terreur sur l'Hexagone"](#), Gilles Kepel le rappelle, le cœur de la guerre selon Daesh c'est le contrôle de l'information : "Ceux qui possèdent les médias ont eu

l'Europe et l'Occident comme place forte depuis mille ans (...)" (**message diffusé sur les réseaux sociaux en 2015*)

C'est donc sur ce terrain-là que la guerre se joue, une guerre de prévention pour libérer les cerveaux, pour libérer les jeunes qui n'attendent souvent qu'une prise de parole, qu'un dialogue avec un adulte responsable pour se structurer, pour déjouer les pièges de la désinformation.

L'éducation aux médias figure pourtant au programme de la toute nouvelle [Éducation morale et civique](#) (EMC). Des créneaux horaires sont donc prévus pour la mettre en œuvre (inutile aux syndicats de revendiquer de nouveaux crédits). Elle a remplacé l'[ECJS](#), qui avait remplacé l'instruction civique, qui etc. Bref, elle vient après des années de programmes particulièrement ennuyeux et déconnectés de la réalité.

Malheureusement, dans les faits et depuis belle lurette, ces heures sont souvent détournées par les enseignants qui préfèrent terminer le programme annuel de leur matière, en l'occurrence l'histoire-géographie, puisque l'EMC est leur chasse gardée. Ce n'est pas de la mauvaise volonté, mais la vérité est que l'EMC, comme ses prédécesseurs, n'a pas de statut réel. En général non notée, elle est par nature dévalorisée. Conséquence : enseignants et élèves se sont habitués à la négliger.

S'il ne se passe rien dans un avenir proche...

L'autre réalité, c'est que de nombreux enseignants ne se sentent pas prêts à s'engager sur des sujets qu'ils ne maîtrisent pas et les médias en font partie. D'autres encore, excellents dans leurs domaines, sont mal à l'aise quand il s'agit de s'aventurer dans un dialogue ouvert où tout est possible, même le pire.

Il existe pourtant de très nombreux enseignants disposant de l'expérience du terrain, qui connaissent les mots et qui seraient prêts à en former d'autres volontaires pour aller dans les classes, toutes les classes et engager ce dialogue, dissiper les équivoques, les malentendus, contrer le mensonge, au moins instiller un doute salutaire.

Des argumentaires efficaces, sans langue de bois, peuvent être mis en commun. Chaque établissement doit pouvoir disposer d'au moins un enseignant formé dans ce domaine.

La question est de savoir qui va les recruter et sur quels critères, car si la mission est confiée aux mêmes "experts" universitaires, aux mêmes fonctionnaires pédagogiques qui n'ont pas vu d'élèves depuis une éternité et qui prendront les mêmes décisions qui ne donnent rien, alors, de nouveau l'inertie l'emportera. Et s'il ne se passe rien dans un avenir proche, alors, bonne chance à tous.